

UKRAINE : RÉVOLTE POPULAIRE ET CONFLIT IMPÉRIALISTE

La crise en Ukraine a éclaté après que le gouvernement de Ianoukovitch ait choisi de renoncer à un partenariat financier avec l'Union européenne pour se tourner vers une union douanière avec la Russie. Ce revirement a été la cause immédiate d'un soulèvement anti-gouvernemental, soutenu par les gouvernements occidentaux et les médias européens qui ont pris le parti de défendre la "démocratie" contre le régime despotique de Ianoukovitch, appuyé par Poutine. Ils se donnent le beau rôle de défenseurs de la démocratie, du peuple et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, comme si c'était là le véritable enjeu pour eux.

LES PEUPLES VEULENT LA DÉMOCRATIE ET LA JUSTICE SOCIALE

La révolte de la place Maïdan est diverse. Les nationalistes ukrainiens anti-russe d'extrême droite y ont été les plus actifs, mais nullement majoritaires. Elle est un rejet de la misère et des profiteurs des privatisations des années 1990, les oligarques. Ces derniers sont dans l'entourage des politiciens corrompus, que ce soit celui du président déchu ou de ses opposants. Elle est portée par les Ukrainiens des régions de l'ouest, rurales et pauvres, depuis toujours sous l'influence des voisins européens, mais elle a suscité la méfiance, voire l'hostilité, des ukrainiens des régions industrielles russophones de l'est.

Le soulèvement a chassé du pouvoir Ianoukovitch, instauré un gouvernement de transition réactionnaire où le parti d'extrême droite Svoboda a quatre ministres dont celui de l'intérieur. Le peuple ukrainien, ou du moins une partie, a gagné une bataille, mais qu'a-t-il gagné ?

LA RÉVOLTE DÉVOYÉE PAR LES ENJEUX IMPÉRIALISTES

Se poursuit en Ukraine la confrontation d'impérialismes rivaux, occidentaux contre russes et chinois, qui déchire la Syrie depuis trois ans. Cette confrontation, cette guerre économique, politique, s'appuie sur des crises nationales, sur des soulèvements populaires. Ils ne les ont pas créés, mais s'emploient à les orienter selon leurs intérêts en appuyant les différents protagonistes.

Comme en Syrie, aujourd'hui en Ukraine la crise est une opportunité pour l'impérialisme occidental et européen et une menace pour l'impérialisme russe. La révolte populaire en abattant un gouvernement ukrainien soutenu par leur concurrent russe au profit d'un gouvernement réactionnaire, peut servir les intérêts des Occidentaux. D'ailleurs ce gouvernement a déposé un projet de loi envisageant l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN, volonté exprimée par les USA dans les années 2000, mais alors rejetée par l'Union européenne. La Russie n'entend pas perdre ses bases militaires navales en Crimée, ni les intérêts économiques importants qu'elle a en Ukraine, et refuse de voir les forces de l'OTAN renforcées à ses frontières.

Les gouvernements de l'Union européenne ont soutenu la révolte en s'asseyant sur leurs "principes politiques" qui voudraient que seul soit légitime un gouvernement issu d'une élection, ce qui était le cas de Ianoukovitch, et que le "pouvoir ne soit jamais celui de la rue". Mais voilà, démocratie, respect des droits de l'Homme, droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne valent que tant que leur application sert leurs intérêts. Beaucoup de peuples peuvent en témoigner, les Palestiniens en premier lieu, dont les droits nationaux et démocratiques sont depuis longtemps bafoués par les impérialistes.

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN



UNE RÉVOLTE SANS DIRECTION POPULAIRE

La crise ukrainienne a débuté à la suite de l'échec d'un accord économique entre l'Union européenne, imputé aux pressions de la Russie. La révolte est socialement large. Mais place Maïdan les mouvements nationalistes fascisants tels que Svoboda, et plus à droite le Praviy Sektor, ont été particulièrement actifs. Praviy Sektor se définit comme "nationaliste, défendant les valeurs de l'Europe blanche et chrétienne contre la perte de la nation et la "déreligionisation". Pour autant que l'on ne peut considérer qu'ils soient représentatifs de la majorité des insurgés. En tout cas leur présence visible et active dans la révolte suscite crainte et méfiance chez les Ukrainiens russophones. Méfiance d'autant plus justifiée qu'une des premières mesures du gouvernement de transition a été de supprimer le Russe comme deuxième langue officielle.

Les opposants "démocratiques" comme Ioulia Timochenko, vedette déchue de la révolution orange de 2004, sont aussi discrédités que l'ensemble de personnel politique ukrainien qui s'est enrichi sans scrupule. Ces politiciens sont liés aux oligarques présents dans les deux camps. Ils vont prendre les commandes du pays, en saluant "les héros de Maïdan". Cette bourgeoisie qui a fait sa fortune en s'appropriant, lors des privatisations des années 90, les industries sidérurgiques, métallurgiques et minières du bassin de Donetsk russophone, ne tient nullement à la partition de l'Ukraine. Elle veut défendre une indépendance économique qui lui permet de commercer aussi bien avec la Russie qu'avec l'Europe.

Ianoukovitch a été chassé. Le peuple d'Ukraine est divisé par les nationalismes exacerbés, celui de l'extrême droite ukrainienne, celui des Russophones activé par la Russie. Il l'est aussi par l'absence d'un Parti pouvant défendre ses intérêts contre ses exploités et capable de combattre les chauvinismes réactionnaires.

LE PEUPLE UKRAINIEN DUPÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE ?

Les Européens disent vouloir défendre l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Ils accepteront de facto la séparation de la république autonome de Crimée, que la Russie vient d'occuper, même s'ils ne la reconnaissent pas en droit. Ils ne veulent pas à une partition générale de l'Ukraine qui les obligerait à soutenir les régions pauvres de l'ouest agricoles, auxquelles ils imposeraient des sacrifices comme ils l'ont fait pour le peuple grec. Enfin, ils tiennent, l'Allemagne en premier lieu, à conserver de bonnes relations commerciales avec la Russie. L'Allemagne est le premier partenaire commercial de la Russie en Europe et n'est pas prête à rompre le dialogue avec Poutine. La Russie fournit 25 % du gaz consommé par l'Europe. Plus de 30 % du gaz et du pétrole consommés en Allemagne. L'Union européenne est le premier investisseur étranger en Russie.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la défense de leurs droits politiques et sociaux, ne pèsent jamais beaucoup devant ces intérêts.

VERS LA GUERRE ?

En occupant militairement la Crimée, le régime de Poutine fait monter les enchères acculant l'Union européenne, soit à l'impuissance, soit à des mesures qui aggraveraient la crise économique en Europe et les risques d'un affrontement militaire. Ni l'Union européenne, ni la Russie n'y ont intérêt, mais la concurrence impérialiste, la guerre économique, la guerre d'influence, alimentent les nationalismes. Poutine en profite pour menacer l'Ukraine tentée de rejoindre l'OTAN : vous restez dans mon camp sinon j'envoie mon armée. Et si la guerre n'est pas souhaitée par les uns et les autres, la nécessité pour Poutine, comme pour les USA et l'Union européenne, de se monter ferme et de répondre aux attentes qu'ils ont entretenues dans leurs peuples et en Ukraine, peuvent y conduire. L'impérialisme porte la guerre, comme l'orage la foudre.

**IMPÉRIALISTES, OCCIDENTAUX OU RUSSE :
BAS LES PATTES EN UKRAINE**

DISSOLUTION DE L'OTAN

A BAS LES GUERRES IMPÉRIALISTES, ÉCONOMIQUES OU MILITAIRES

**CONTRE LES NATIONALISMES RÉACTIONNAIRES,
RESPECT DES DROITS NATIONAUX DES MINORITÉS,
SOLIDARITÉ OUVRIÈRE**

PAS DE RÉVOLUTION SANS PARTI COMMUNISTE DES EXPLOITÉS